101030502

PHB/SC/

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE DOUZE MAI
A BAIE-MAHAULT (Guadeloupe), en l'Office notarial,
Maître Philippe BAJAZET, Notaire associé de la société dénommée "OFFICE DU LITTORAL SUD", Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, titulaire d'un office notarial ayant siège à BAIE-MAHAULT (97122), Immeuble Salamandre, Rue Marie-Louise Payen, soussigné,

A RECU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte contenant :

NOTORIETE ACQUISITIVE

A LA REQUETE DE :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE,** ci-après plus amplement identifiée.

SUR INTERVENTION DE :

1/- Madame Sylviane Marie Josèphe **SAINGOLET**, retraitée, demeurant à LE GOSIER (97190), résidence côté mer, bât B, porte 23, Dunoyer.
Née à POINTE-A-PITRE (97110), le 04 mars 1951.
Divorcée en premières noces de Monsieur Lazare Jean-Louis Charly **DAVID**, suivant jugement de divorce rendu par le Tribunal judiciaire de POINTE-A-PITRE (97110) le 19 octobre 1984, et non remariée.
Non liée par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.
A ce présente.

2/- Madame Martine Sylviane **MANETTE**, employée de banque, demeurant à LES ABYMES (97139), 1 boulevard Jean-Noël Olimé, Dothémare.
Née à PARIS 12EME ARRONDISSEMENT (75012), le 31 décembre 1961.

Divorcée en premières noces de Monsieur Jean Claude Roger **FARIAL**, suivant jugement de divorce rendu par le Tribunal judiciaire de POINTE-A-PITRE (97110) le 22 septembre 1994, et non remariée.
Non liée par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

LESQUELS TEMOINS ont, par ces présentes, déclaré :

I - Parfaitement connaître :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, infirmière retraitée, demeurant à LAMENTIN (97129) Volny.
Née à LAMENTIN (97129), le 1er août 1956.
Célibataire.
Non liée par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

II - Et les témoins et requérant susnommés ont attesté, comme étant de notoriété publique et à leur connaissance :

Que depuis plus de **TRENTE ANS (30 ans),** savoir depuis la fn de l'année 1986, d'après le rapport d'évaluation établi par Madame Maryse SUIRE, géomètre-expert à PETIT-BOURG (97170) – La Grippière, annexé au présent acte, de son habitation principale sur la parcelle cadastrée section AP numéro 507 ci-après désignée, elle a joui et usé du bien objet des présentes.

Et elle a possédé, savoir :

Article un

DESIGNATION

A LAMENTIN (GUADELOUPE) 97129, Volny.
Un terrain sis sur le territoire de ladite commune et audit lieu,
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AP	507	CHE DE VOLNY	00 ha 19 a 14 ca

Sur la parcelle susdésignée a été édifiée une construction à usage d'habitation par Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, appartenant à cette dernière, par l'effet du principe de l'accession immobilière prévue par les articles 552 et suivant du Code civil.

Rappel division cadastrale :

La parcelle originairement cadastrée section AP numéro 126 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 3ha 02a 67ca a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance suivant procès verbal du cadastre 2945D reçu par le domaine de BASSE-TERRE , le 25 janvier 2022.
Une copie authentique dudit acte a été publié au service de la publicité foncière de POINTE-A-PITRE (Guadeloupe) le 27 janvier 2022, volume 2022P, numéro 632.

De cette division sont issues les parcelles suivantes :

- La parcelle cadastrée section AP numéro 505 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 19a58ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 506 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 16a61ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 507 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 19a14ca, objet des présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 508 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 68a12ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 509 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 36a56ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 510 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 11a68ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 511 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 07a74ca, non concernée par les présentes.
- La parcelle cadastrée section AP numéro 512 lieudit "CHE DE VOLNY" pour une contenance de 1ha19a08ca, non concernée par les présentes.

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, demeurant à LAMENTIN (97129) Volny.

Plus amplement dénommée aux présentes.

Les requérant et témoins ont également attesté, comme étant de notoriété publique et à leur connaissance :

III - Que cette possession a eu lieu à titre de propriétaire, d'une façon continue, paisible, publique et non équivoque, savoir :

1- Actes matériels de possession :

Les témoins intervenants susnommés, ainsi que Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, déclarent et garantissent qu'elle (Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**) occupe depuis bien plus de trente ans le terrain susdésigné figurant sous le numéro 507 de la section AP de la matrice cadastrale de la commune de LAMENTIN (97129).

Sur cette propriété foncière, Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** a fait édifier la construction sus-évoquée il y a bien plus de trente ans.

2- Possession continue et non interrompue :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, possède seule le BIEN d'une manière continue, c'est-à-dire sans aucune interruption ni suspension naturelle ou civile.

3- Possession paisible :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** n'a exercé aucune violence matérielle ou morale lors de la prise de possession du BIEN en cause ni au cours de sa détention.

4- Possession publique :

Les actes matériels de possession énoncés ci-dessus ont été exécutés par Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** et cette dernière en a bénéficié jusqu'à ce jour d'une manière ostensible et publique de nature à la révéler aux personnes qui auraient eu éventuellement intérêt à la contester et au vu et au su de ces mêmes personnes.

5- Possession non équivoque :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** exerce sur le BIEN en cause une possession exclusive à son seul profit et sans équivoque du fait qu'elle a accompli cette possession avec l'intention de posséder en y réalisant des actes « agressifs » énoncés ci-dessus auxquels seul un véritable propriétaire se serait livré.

Que, par suite, toutes les conditions exigées par l'article 2261 du Code Civil pour acquérir la propriété par prescription trentenaire sont réunies au profit de :

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** demeurant à LAMENTIN (97129) chemin de Volny.

Plus amplement dénommés aux présentes.

Qui doit être considérée comme propriétaire du bien sus désigné.

REVENDICATION DU REQUÉRANT

Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE** requérant susnommée, revendique la propriété de l'immeuble susdésigné objet des présentes au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du Code civil.

Des déclarations ci-dessus, les comparants ont requis acte, ce qui leur a été octroyé pour servir et valoir ce que de droit.

JUSTIFICATIFS

- Le plan cadastral des biens objets des présentes.
- L'extrait cadastral modèle 1 des biens objets des présentes.
- Le rapport d'estimation du terrain et de la construction, établi par Madame Maryse SUIRE, géomètre-expert domiciliée à PETIT-BOURG (97170) – La Grippière, en date du 10 mars 2022.
- Le procès verbal de bornage et de reconnaissance des limites établi par Madame Maryse SUIRE, géomètre-expert domiciliée à PETIT-BOURG (97170) – La Grippière, en date du 13 octobre 2021.
- Le relevé de propriété cadastral sur la parcelle cadastrée section AP numéro 126 au nom de Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, requérant susnommée.
- Le procès-verbal de constat d'affichage en date des 13 octobre et 16 décembre 2021, établi par Maître Marlène VIVELESPERANCE, huissier de justice domicilié à BAIE-MAHAULT (97122) – Rue Henri Becquerel – Immeuble 2626 – ZI de Jarry Houelbourg, sur un panneau de taille réglementaire parfaitement visible et lisible de la voie publique, de l'avis de prescription trentenaire.
- Les avis d'imposition de 2017, 2019 et 2020 de Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, requérant susnommée.
- Les taxes foncières de 1993, 1995, 1996, 1997 de Madame Monique Es Pierre **JEAN-MARIE**, requérant susnommée.

Ces documents sont annexés.

Autres annexes :

- Un état des risques et pollutions délivré par PREVENTIMO en date du 28 avril 2023 fondé sur les informations mises à disposition par arrêté préfectoral est annexé.

- Un état des risques de pollution des sols délivré par PREVENTIMO en date du 28 avril 2023 en application des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement est annexé.

INFORMATIONS

Le notaire soussigné a informé les comparants aux présentes des conséquences d'une fausse déclaration, et du fait que le présent acte ne constitue, pour le ou les requérants qui invoquent la possession des biens et droits immobiliers ci-dessus désignés, qu'un mode de preuve subsidiaire qui ne vaut preuve légale que tant que la preuve contraire n'a pas été rapportée.

Les comparants aux présentes sont donc informés du fait qu'un acte de notoriété acquisitive comme les présentes ne constitue pas un titre de propriété. Il ne renferme que les éléments de preuve d'une possession utile qui pourront être contestés dans le cadre d'une action judiciaire en revendication, le juge demeurant souverain pour en apprécier la valeur probante.

Il résulte de l'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009, notamment ce qui suit :

- Alinéa 1er : *Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier.*

- Alinéa 3 : *Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027.*

Par suite, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du décret du 28 décembre 2017 :

- Une copie authentique du présent acte sera publiée au service de la publicité foncière compétent.

- Un extrait du présent acte sera publié par affichage pendant trois mois en mairie du lieu de situation de l'immeuble.

- Un autre extrait du présent acte sera publié sur le site internet de la préfecture du lieu de situation de l'immeuble, pendant une durée de cinq ans.

Tous pouvoirs étant donnés par les comparants à l'effet de ces formalités au notaire soussigné ou l'un de ses collaborateurs.

Les comparants autorisent en conséquence le mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat.

CONTESTATION

Le présent acte fait foi de la possession sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de sa dernière publication par voie d'affichage en mairie de la commune de LAMENTIN (97129), sur le site internet de la préfecture de GUADELOUPE et au service de la publicité foncière de POINTE-A-PITRE (Guadeloupe).

PUBLICATION

A l'initiative de la personne bénéficiaire, l'acte de notoriété fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

1° Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ;

2° Affichage pendant trois mois en mairie, par les soins du maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de notoriété comprenant les éléments mentionnés suivants :

- l'identité de la personne bénéficiaire précisée conformément, pour une personne physique, aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret du 4 janvier 1955 susvisé et, pour une personne morale, aux dispositions du 1° de l'article 6 de ce même décret ;
- les éléments d'identification de l'immeuble concerné, précisés conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 4 janvier 1955 ;
- la reproduction du premier alinéa de l'article 1er de la loi du 6 mars 2017.

Cet extrait précise que le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du Code civil.

3° publication de l'extrait de l'acte de notoriété sur le site internet de la préfecture du lieu de situation de l'immeuble, pendant une durée de cinq ans ;

L'accomplissement des mesures de publicité prévues aux 2° et 3° est certifié, selon le cas, par le maire ou le préfet.

L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1°, 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de notoriété peut être contesté.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Une fiche d'immeuble délivrée sur la parcelle cadastrée section AP numéro 126 par le service de la publicité foncière à la date du 28 avril 2023 est annexée. Il résulte de cette fiche que le BIEN ne révèle aucune inscription.

PUBLICITE FONCIERE

Les présentes seront publiées au service de la publicité foncière de POINTE-A-PITRE (97110).

POUR COPIE AUTHENTIQUE PAR EXTRAIT certifiée conforme à la minute délivrée sur six pages sans renvoi ni mot rayé nul par Maître Philippe BAJAZET, Notaire associé de la SELARL dénommée « Office Notarial du Littoral Sud », société titulaire d'un office notarial dont le siège est à BAIE-MAHAULT (97122), Immeuble Salamandre, ZA de Houëlbourg Sud, soussigné,

Fait à BAIE-MAHAULT, le 15 mai 2023